

NON au chantage à l'emploi

Pour tenter de faire passer cette arnaque fiscale, le patronat prétend qu'avec un refus, les multinationales partiraient, causant des pertes d'emplois et de recettes considérables. Ce chantage ne tient pas. La Suisse offre déjà les meilleures conditions aux entreprises, avec sa main d'œuvre qualifiée, la qualité de ses infrastructures, et les charges sociales les plus basses d'Europe. Ce chantage a pour seul but de faire peur à la population pour l'obliger à accepter une réforme qui va contre son intérêt.

Une autre réforme est possible

Voter NON, c'est obliger le parlement à revoir sa copie et à préparer une loi plus équilibrée, qui ne ruine pas les finances publiques, et qui mette fin à la concurrence fiscale intercantonale. Une autre fiscalité est possible afin de garantir des conditions cadres de qualité mais aussi des finances publiques à la hauteur des besoins de la population.

Voter NON, c'est empêcher l'appropriation d'encore plus de bénéfices par les actionnaires au détriment d'un partage des richesses équitable dans l'intérêt de toute la population.

**Le 12 février 2017
Votez et faites voter**

NON

**à la 3^e réforme de l'imposition
du bénéfice des entreprises
(RIE3)**

La RIE3, une réforme :

Injuste

Avec la RIE3, une grande entreprise qui réalise des millions de bénéfices paiera proportionnellement moins d'impôts qu'un-e salarié-e.

Le prix à payer de cette réforme retombera sur la population, tandis que les actionnaires et les grands patrons encaisseront des milliards de dividendes supplémentaires.

Excessive

Il n'y a nul besoin d'aller aussi loin pour supprimer les statuts fiscaux spéciaux. Avec la RIE3, la droite patronale en a profité pour réaliser son rêve libéral : les grandes entreprises qui réalisent des millions de bénéfices ne paieront presque plus d'impôts, et l'Etat sera étranglé.

Destructrice

La RIE3 générera des pertes fiscales colossales pour la Confédération, les Cantons et les communes. Avec des milliards de ressources en moins, les collectivités publiques n'auront plus les moyens de répondre aux besoins et aux aspirations de la population. La RIE3 détruira le service public, dégradera nos conditions de vie, et creusera les inégalités.

Mensongère

La RIE3 ne créera pas d'emplois. S'il suffisait que des entreprises gagnent des millions pour que tout soit réinvesti dans l'économie, pourquoi ne le font-elles déjà pas maintenant, plutôt que de délocaliser, pratiquer la sous-traitance et supprimer des emplois ?

Les grandes entreprises ne réinvestiront pas plus leurs nouveaux bénéfices dans l'économie : le gain de la RIE3 ira gonfler les poches des actionnaires et les bonus des grands patrons.

Actionnaires



Population



**injuste
excessive
destrutrice
mensongère**

NON

**à la réforme de l'imposition
des bénéfices des entreprises
(RIE3)**

• 16, rue des Chaudronniers • cp 3287, 1211 Genève 3 •
• t +41 22 818 03 00 • sit@sit-syndicat.ch • sit-syndicat.ch •



syndicat
interprofessionnel
de travailleuses et
travailleurs

Un cadeau somptueux aux grandes entreprises

Sous pression de l'Europe, la Suisse doit abolir les privilèges fiscaux accordés aux grandes entreprises étrangères qui établies en Suisse. Plutôt que de simplement supprimer les statuts spéciaux dont elles bénéficient, le Parlement fédéral, dominé par les partis représentant les intérêts patronaux, a adopté une réforme qui permet à toutes les entreprises de baisser massivement leurs impôts :

- ◆ 90 % des bénéfices découlant de produits brevetés seront exonérés d'impôt.
- ◆ 150 % des charges de recherche et développement seront déduits, soit 50 % de plus que les frais réels.
- ◆ Des intérêts fictifs sur les capitaux propres pourront être déduits des impôts.

Au total, les entreprises pourront soustraire à l'impôt jusqu'à 80 % de leurs bénéfices, et ne payer plus que sur les 20 % restants.

Le Parlement fédéral ayant refusé de fixer un taux-plancher, les Cantons vont se livrer à une concurrence fiscale ruineuse pour les collectivités publiques. Les taux d'imposition, fixés par les Cantons, vont diminuer de près de moitié. Genève passera de 24 % à 13,5 %.



Avec les nouvelles déductions et la baisse du taux d'imposition, les grandes entreprises comme Rolex, Implenia ou Manor, ne paieront presque plus d'impôts.

Au profit des seuls actionnaires

La majorité des entreprises en Suisse sont des PME qui ne paient déjà aujourd'hui pas ou peu d'impôts. **Les grandes gagnantes de la RIE3 sont les grandes entreprises réalisant des millions de bénéfices chaque année.**

La droite et le patronat prétendent qu'elles réinvestiront dans l'emploi les gains supplémentaires qu'elles réaliseront par cette baisse massive d'impôt. Mais c'est faux : **ces gains supplémentaires iront gonfler les bonus des grand-e-s dirigeant-e-s et les poches des actionnaires.** Déjà aujourd'hui ces grandes entreprises qui réalisent des millions de bénéfices auraient la possibilité de les réinvestir. Pourtant, elles pratiquent la sous-traitance, les délocalisations et les licenciements économiques, ce qui fait monter leurs actions en bourse. Par quel miracle feraient-elles différemment demain ?

Des milliards de pertes

Les pertes fiscales pour la Confédération, les Cantons et les communes s'élèveront au minimum à 3 milliards par an. Pour le seul Canton de Genève, 500 millions au bas mot viendront à manquer pour financer les services publics.

Ces chiffres sont largement sous-estimés. En 2008, le Conseil fédéral avait estimé les pertes de la RIE2 à 700 millions. Au final, c'est 7 milliards par an que coûte la précédente réforme. Nombre d'effets de la RIE3 ne sont pas chiffrés. La facture sera encore plus lourde que les 3 milliards annoncés.



La RIE3, ce sont des pertes colossales pour les collectivités publiques.

Les salarié-e-s et la population paieront la facture

Les salarié-e-s et la population passeront à la caisse :

- ◆ par des **réductions de prestations sociales** (allocations, subsides, aide au logement, prestations complémentaires AVS/AI, aide sociale),
- ◆ par **l'augmentation de multiples taxes**, émoluments administratifs, et tarifs de prestations (crèches et TPG par exemple),
- ◆ par la **dégradation des services publics essentiels au bien-être de la population**: écoles, hôpitaux, aide à domicile, EMS, institutions sociales, sécurité, justice, transports, soutien aux artistes, à la culture, au sport, etc.

Alors que la population grandit, que le nombre d'âiné-e-s s'accroît, que la précarité augmente, que le réseau de transports publics se développe, et qu'il manque toujours des milliers de places en crèche, il est irresponsable de programmer des milliards de pertes de recettes fiscales, dont un demi-milliard par an pour Genève.

Dans ces conditions, les finances publiques ne pourront pas répondre aux besoins de la population.

500 millions, c'est par exemple la totalité des frais de fonctionnement des HUG.



La RIE3 creusera les inégalités et dégradera les conditions de vie de l'ensemble des travailleurs-euses.